

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES

Arrêté temporaire n°ARR2026-124
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

REFECTION DES NIDS-DE-POULE

Le Maire, Conseiller régional,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1 et R. 417-10,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

Vu l'arrêté n°ARR2024-625 du 28 juin 2024 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien LEROUX,

Considérant que des travaux de réfection des nids-de-poule rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 16 février 2026 au 25 février 2026 RUE DE LA SABLONNIÈRE, BOULEVARD HENRI IV, BOULEVARD DE L'EUROPE, RUE DES ÉPARGES (D34), RUE DES PRÊTRES, AVENUE DU GÉNÉRAL MARCEAU, RUE DES BAS BUISSONS (D828), RUE DES CHAMPS CORNEILLE, AVENUE DU GÉNÉRAL SARRAIL, BOULEVARD DE JUILLET, RUE JEAN GARNIER, RUE ÉMILE PROD HOMME, RUE HENRY POTEZ, RUE JULES PASDELOUP, RUE GEORGES BESSE (D828) et AVENUE DES FENOTS,

ARRÊTE

Article 1 - À compter du 16 février 2026 et jusqu'au 25 février 2026, RUE DE LA SABLONNIÈRE, BOULEVARD HENRI IV, BOULEVARD DE L'EUROPE, RUE DES ÉPARGES (D34), RUE DES PRÊTRES, AVENUE DU GÉNÉRAL MARCEAU, RUE DES BAS BUISSONS (D828), RUE DES CHAMPS CORNEILLE, AVENUE DU GÉNÉRAL SARRAIL, BOULEVARD DE JUILLET, RUE JEAN GARNIER, RUE ÉMILE PROD HOMME, RUE HENRY POTEZ, RUE JULES PASDELOUP, RUE GEORGES BESSE (D828) et AVENUE DES FENOTS, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- La circulation des véhicules sera restreinte et régulée en alternat, selon les besoins, soit par des feux tricolores temporaires, soit par des balises K10 en cas de nécessité de fluidification renforcée, soit par une signalisation temporaire de type B15 (cédez le passage) et C18 (sens prioritaire), implantée à proximité du chantier, en fonction des contraintes d'exploitation et des phases d'avancement des travaux.
- La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h.
- Le stationnement des véhicules sera interdit suivant la signalisation mise en place au droit et selon les besoins du chantier. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.
- Les véhicules du pétitionnaire seront autorisés à s'arrêter au droit des travaux en serrant impérativement coté trottoir, en respectant les règles de sécurité et de protection au sol, en veillant à laisser une circulation des véhicules et en prenant toute précaution afin de ne pas constituer un danger pour les piétons.
- Les piétons seront invités à cheminer sur le trottoir d'en face suivant la signalisation mise en place au droit et selon les besoins du chantier.
- Les trottoirs pourront être partiellement ou totalement occupés sous réserve de ménager un cheminement sécurisé pour les piétons et les personnes à mobilité réduite, de 1.40 mètres minimums. Les piétons en transit seront déviés conformément aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I) et aux manuels du chef de chantier « signalisation temporaire routes bidirectionnelles et voirie urbaines ».
- Le cheminement des piétons sera sécurisé au droit des obstacles.
- La continuité de la signalisation et des dispositifs de sécurité sera maintenue par le demandeur.

- L'intervenant veillera à remettre l'emprise du chantier et ses abords dans l'état dans lequel se trouvait le domaine public avant. Les réfections du domaine public devront respecter les éléments du règlement de voirie de la Ville de Dreux. La remise en état suppose la réalisation des opérations suivantes :
 - La réfection définitive du revêtement,
 - Le rétablissement à l'identique de la signalisation,
 - La remise en état du mobilier urbain,
 - La remise en état des espaces verts et des plantations par une entreprise spécialisée,
 - Le nettoyage complet de l'emprise du chantier et de ses abords,
 - Aucune modification ne pourra être apportée aux ouvrages existants et notamment à leur accessibilité, sans accord préalable du gestionnaire de ces ouvrages.
- Les espaces verts (accotements...) ne doivent pas servir de zone de dépôt ni de stationnement. L'ensemble des surfaces détériorées devront être engazonnées à la suite de l'intervention. Concernant les arbustes, les plantations seront réalisées avec des plantations nouvelles et sur bâche. Les plantations et l'engazonnement seront garantis un an avec une obligation de résultat et un entretien complet, comprenant arrosage et désherbage.
- Les véhicules en stationnement interdit, considérés comme gênants seront évacués et mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

Article 2 - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, la société EUROVIA.

Article 3 - Monsieur le Commissaire de police (circonscription de sécurité publique de DREUX), Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de DREUX et Monsieur le Directeur de la Prévention et des Risques Urbains, Chef de service de la police municipale et les agents placés sous leurs ordres sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

09 FEV. 2026

Fait à Dreux, le _____
 Pour le Maire,
 L'Adjoint au Maire délégué à l'occupation du
 domaine public



Sébastien LEROUX

DIFFUSION:

- EUROVIA
- L'Écho Républicain
- KÉOLIS
- Police Municipale
- Agents de surveillance de la voie publique
- Service de collecte des déchets
- Transdev1
- Police Nationale
- Hôtel de Police
- Accueil Dreux agglomération
- Gendarmerie
- OPS SDIS

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.